



Assemblée générale

Distr. générale
14 janvier 2010
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme

Treizième session

Point 9 de l'ordre du jour

Le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée: suivi et application de la Déclaration et du Programme d'action de Durban

Lettre datée du 18 décembre 2009, adressée à la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente d'observation de l'Organisation de la Conférence islamique auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

J'ai l'honneur de vous faire tenir un exemplaire du deuxième Rapport de l'Observatoire de la Conférence islamique sur l'islamophobie* à titre de contribution du secrétariat général de l'Organisation de la Conférence islamique à la mise en œuvre de la résolution 64/156 de l'Assemblée générale sur la lutte contre la diffamation des religions, dans laquelle l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa session suivante, un rapport sur l'application de cette résolution.

Le rapport de l'Organisation de la Conférence islamique a clairement confirmé que les perceptions négatives et les préjugés religieux à l'égard de l'islam et des musulmans dans une partie importante des sociétés occidentales étaient en effet instrumentalisés par les extrémistes pour réaliser des gains politiques à court terme, et tolérés par les partis politiques classiques des différents pays. Quelles qu'en soient les causes sous-jacentes, la manipulation politique de questions aussi sensibles ne fait que renforcer les stéréotypes et l'intolérance tout en creusant les divisions culturelles, religieuses et politiques. Dans ce climat de tension croissante et dans le cadre des efforts mondiaux visant à lutter contre ce phénomène, il semble plus pertinent que jamais d'envisager l'adoption par la communauté internationale d'un mécanisme juridiquement contraignant.

L'Organisation de la Conférence islamique serait reconnaissante au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme de faire distribuer la présente lettre en tant que document officiel du Conseil des droits de l'homme.

Le Chargé d'affaires par intérim
(Signé) Mojtaba Amiri Vahid

* Le rapport est disponible sur le site Web de l'Organisation de la Conférence islamique (www.oic-un.org). Le résumé est reproduit dans l'annexe au présent document tel qu'il a été reçu et dans la langue originale seulement.

Annexe

Deuxième rapport de l'Observatoire de l'OCI sur l'islamophobie

Juin 2008-avril 2009

Résumé

L'islamophobie, qui constitue une discrimination à l'égard des Musulmans, est contraire aux valeurs fondamentales de l'humanité et aux principes des droits de l'homme, qui offrent théoriquement des garanties contre la discrimination et l'intolérance. Les actes de racisme, de discrimination et d'intolérance contre les Musulmans, qui sont en quelque sorte la négation des droits fondamentaux de la personne et des libertés des Musulmans, continuent pourtant à proliférer dans de nombreux pays occidentaux. Cette situation a engendré des malentendus et des idées fausses sur l'Islam dans les sociétés non-musulmanes et a eu pour conséquence l'adoption d'une attitude franchement discriminatoire, ainsi que le profilage et le stéréotypage négatifs des Musulmans résidant dans les pays occidentaux. Les choses ont encore empiré avec les publications, productions vidéo et autres prises de position violemment anti-islamiques à l'instigation de certains individus et groupes d'individus. D'où le climat de méfiance et de suspicion qui s'est créé entre le monde musulman et l'Occident. C'est pourquoi il importe d'adopter d'urgence une démarche concertée contre toutes les formes et manifestations de discrimination et d'intolérance.

Le présent rapport, qui couvre la période allant de juin 2008 à avril 2009, est le deuxième Rapport annuel de l'Observatoire de l'OCI sur l'islamophobie dont la première version avait été soumise l'an dernier à la onzième session de la Conférence islamique au Sommet 21 Dakar, Sénégal. Une version actualisée du même rapport avait été par la suite soumise à la trente-cinquième session du CMAE tenue à Kampala, Ouganda. Tout en s'efforçant de donner une vue d'ensemble des événements survenus, tant positifs que négatifs sur le front de la lutte contre l'islamophobie, le rapport de cette année se focalise davantage sur l'impératif d'un engagement résolu entre le monde musulman et l'Occident pour combattre ce phénomène.

Dans toutes ses formes et manifestations, l'islamophobie, qui risque potentiellement de mettre en péril la paix et la sécurité mondiales, doit être traitée de manière urgente et collective par la communauté internationale. Le rapport de l'Observatoire a également pris en compte divers incidents qui sont venus en étayer le point de vue selon lequel le phénomène de l'islamophobie est répandu et très commun dans plusieurs régions du globe, et pas seulement en Europe, aux États-Unis et dans certains autres pays occidentaux.

Les formes contemporaines d'islamophobie, qui se nourrissent de motivations historiques, culturelles et psychologiques, ont déjà fait l'objet d'une abondante littérature et soigneusement décortiquées dans d'innombrables thèses, rapports, et articles émanant d'académiciens et d'universitaires renommés. Notre rapport se propose en l'occurrence de dresser un bilan sommaire des actes diffamatoires et séditieux, des discours, articles, livres, documentaires incendiaires et autres manifestations qui dénotent de l'existence d'une véritable campagne savamment orchestrée contre l'Islam et ses adeptes. Il dénonce certains courants inquiétants, particulièrement actifs dans de nombreuses parties du monde

occidental et qui prêchent la haine, la discrimination et l'intolérance envers l'Islam et les Musulmans, propagent des idées fausses et des contre-vérités sur les valeurs, les symboles et les figures emblématiques de cette religion. S'appuyant sur les principes de modération et de modernisme, l'Observatoire de l'OCI s'est fixé pour objectif de recenser ces pratiques et de sensibiliser l'opinion aux menaces que l'islamophobie représente pour la paix, la sécurité et la coexistence pacifique.

Les efforts de l'Observatoire ont déjà donné des résultats positifs. En tant que motif de vive préoccupation et de défi à la cohabitation pacifique et l'harmonie entre les fidèles des diverses croyances religieuses, l'islamophobie constitue aujourd'hui un danger évident pour le dialogue et l'entente entre les civilisations et les cultures. Certains gouvernements occidentaux ont déjà décidé de prendre leurs distances par rapport à des islamophobes notoires et de dénoncer leurs agissements. La décision du tribunal d'Amsterdam d'engager une procédure pénale contre le politicien de droite, M. Geert Wilders, producteur du film anti-islamique «Fitna», pourrait être citée ici comme un cas d'espèce. Le vote de la Chambre basse du Parlement helvétique, qui s'est opposé à une résolution appelant à l'interdiction de la construction de minarets dans les mosquées en Suisse, la tonalité positive du discours du nouveau Président américain Barak Obama lors de sa campagne électorale et l'audition tenue par la Commission des relations étrangères du Sénat américain en faveur d'un «engagement» avec les Musulmans du monde entier ainsi que les recommandations constructives qui s'ensuivent, fournissent assurément une bonne base de départ.

Au nombre des facteurs qui contribuent à entretenir l'islamophobie, on citera notamment l'image négative et tronquée de l'Islam qui est véhiculée par les programmes de l'enseignement. Dans le domaine de l'enseignement, l'islamophobie se manifeste de plusieurs façons: i) En omettant sciemment de donner aux élèves une bonne connaissance de l'Islam; ii) En projetant une image négative de l'Islam et des Musulmans; iii) En minimisant les injures, blasphèmes et agressions verbales ou physiques qui surviennent à l'école, iv) En niant la nécessité d'affronter et de résoudre le problème de l'islamophobie.

Le rapport comprend également un bref aperçu de la position de l'OCI par rapport aux délibérations du Conseil des droits de l'homme et de l'Assemblée générale de l'ONU au cours de la période considérée, qui a constitué la base la plus importante et la plus concrète de l'engagement réciproque entre le monde musulman et l'Occident. Il montre qu'en présence d'une stratégie et d'un mandat clairement définis et en adoptant une position de principe fondée sur le droit international, le Groupe de l'OCI pourrait contribuer avec un esprit ouvert à la recherche de solutions à la lumière des cadres normatifs existants. Les efforts déployés par l'OCI au niveau des Nations Unies en vue de parvenir à un consensus sur la question de la diffamation des religions ont commencé récemment à donner leurs fruits et à bénéficier d'un soutien plus important.

La position de l'OCI par rapport à l'importante question de la diffamation des religions n'a pas seulement été exploitée pour semer le doute dans les esprits et parmi les médias en Occident, mais elle a également créé une certaine confusion avec le cadre normatif existant sur la liberté d'expression. Il faut néanmoins se féliciter de ce que cette position ait permis, au cours de la dernière décennie, d'obtenir à maintes reprises le soutien de la majorité des états Membres de l'ONU – un soutien qui transcende donc les limites géographiques du monde musulman. La succession des résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies et du Conseil des droits de l'homme (HCR) sur la diffamation des religions, lui confère une légitimité internationale incontestable. Il ne faudrait pas que ces résolutions donnent la fausse impression que l'OCI chercherait à empiéter de près ou de loin sur la liberté d'expression.

La position de l'OCI par rapport à la question de la diffamation des religions est fondée sur les dispositions de nombreux instruments internationaux, y compris la Charte et

les résolutions pertinentes des Nations Unies. La diffamation des religions telle qu'elle se manifeste à travers les attaques islamophobes en Occident, ne se limite pas au seul domaine de la religion, comme notion abstraite pouvant être une cible parfaitement légitime de la critique et de la dérision. Au contraire, cette diffamation a pris les dimensions bien réelles d'une véritable campagne d'incitation à la haine et de clichés négatifs qui visent tant les enseignements que les adeptes de l'Islam, pris individuellement ou collectivement, qui sont dépeints comme étant des vicieux, des barbares et des terroristes. La liberté d'expression n'est qu'un paravent bien commode pour parvenir à ces fins inavouables. En réalité, la cible de cette campagne de diffamation n'est autre que l'identité, l'honneur, la crédibilité et l'amour propre de tout Musulman. La victime de cette agression devient un paria, un mal-aimé, un objet de raillerie, voire de sévices physiques et psychologiques. En un mot, la diffamation de l'Islam porte profondément atteinte aux droits humains de chaque Musulman.

La position de l'OCI sur cette question importante est fermement inscrite dans les dispositions pertinentes du droit international, et principalement dans une série d'instruments juridiques internationaux pertinents. Par exemple, la Déclaration universelle des droits de l'homme, dans son paragraphe 7 stipule: *«tous ont droit à une protection égale contre toute discrimination et contre toute provocation à une telle discrimination»*. À l'article 12, on peut lire: *«Nul ne sera l'objet d'atteintes à son honneur et à sa réputation»*.

Presque tous les pactes internationaux, instruments et traités soulignent clairement que la liberté d'expression doit être exercée avec responsabilité.

Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), qui bénéficie d'une application universelle, stipule en son article 19 que *«... l'exercice de ces droits (dont la liberté d'expression) comporte des devoirs spéciaux et des responsabilités spéciales. Il peut être soumis à certaines restrictions»*.

L'article 20 dit: *«1. Tout appel à la haine nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence est interdit par la loi.»*

L'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme stipule que: *«l'exercice de ces libertés comportant des devoirs et des responsabilités, peut être soumis à certaines formalités, conditions, restrictions ou sanctions»*.

En plus de tout ce qui est précité, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté plusieurs résolutions dénonçant la diffamation des religions depuis 1999. La résolution (A/RES/53/140) de 1999 stipule, dans le paragraphe 4 de son dispositif, ce qui suit:

«Exhorte les États à prendre, conformément aux normes internationales relatives aux droits de l'homme, ... toutes les mesures voulues pour combattre la haine, l'intolérance et les actes de violence ... motivés par l'intolérance.»

Ces instruments, pactes et traités internationaux, de même que les résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies, constituent une base solide pour la légitimité internationale, et sont l'ossature du droit international. Tous dénoncent la diffamation des religions et la discrimination sur la base de la religion, de l'ethnie de la race ou de la croyance.

Toute négation de ces faits constitue une contradiction à la position établie de la communauté internationale, un défi à la légalité internationale et surtout, aux principales dispositions du droit international et du droit humanitaire international.

Au niveau de son Secrétariat général, l'OCI a participé à plusieurs activités, y compris sa coopération avec les organisations internationales comme l'ONU, l'Union européenne, l'OSCE, l'Alliance des civilisations, etc., ainsi que de nombreuses institutions,

universités et groupes de réflexion. Le Secrétaire général de l'OCI a participé à de nombreux événements où il a pris la parole sur ce thème précis, notamment à la Conférence internationale sur le monde musulman et l'Occident, à Kuala Lumpur en Malaisie, le Forum sur les Musulmans et les pays occidentaux, à Astana au Kazakhstan, le Dialogue interreligieux, au siège de l'ONU à New York, le Suivi de la Conférence de Rabat sur la promotion du dialogue entre les cultures et les civilisations, à Copenhague, au Danemark, et le Forum interinstitutionnel de l'OCI sur les Valeurs universelles communes, à Genève, en plus des visites qu'il a effectuées dans certains pays européens. Certaines de ces Conférences ont été coparrainées par l'OCI. La signature du Protocole d'entente entre l'OCI et l'Alliance des civilisations est un autre pas dans la bonne direction.

L'OCI plaide en fait un dialogue sincère, orienté vers l'action et fondé sur la compréhension mutuelle et le respect entre l'Occident et le monde musulman et ce, à tous les niveaux, y compris au niveau de la base. Afin d'enrayer le fléau de l'islamophobie et de promouvoir la paix et la tolérance entre les adeptes des différentes religions et cultures, ce dialogue doit se faire à travers une forte volonté politique visant à développer une stratégie qui mettrait l'accent sur la mise en œuvre des législations nationales et internationales existantes et à identifier les valeurs et principes communs. La proposition du Secrétaire général de l'OCI de promouvoir une réconciliation historique entre l'Islam et le Christianisme nous offre une perspective viable pour un dialogue sincère et efficace.

Pour conclure, on rappellera que l'OCI a consenti des efforts sincères et dévoués pour dénoncer la montée de l'islamophobie, qui se manifeste par l'intolérance et la discrimination à l'égard des Musulmans, en particulier dans certains pays occidentaux. À l'appui de cette affirmation, le rapport fait une compilation détaillée des incidents de discrimination et de haine contre les Musulmans et d'insultes et de diffamation de l'Islam et ses symboles sacrés. Le rapport comprend également des références aux conclusions et déclarations émanant de l'élite politique et d'autres sources en Occident sur le phénomène et l'incidence de l'islamophobie. Il souligne par ailleurs l'importance de l'engagement réciproque entre les Musulmans et le monde occidental à travers un dialogue interconfessionnel et interculturel, et se termine par une série de recommandations et de suggestions qui pourraient faciliter un tel engagement. Dans ce rapport, l'OCI exprime également son optimisme par rapport à la prise de conscience progressive de la communauté internationale vis-à-vis de la discrimination et de la haine religieuse, y compris l'islamophobie, sachant que cette prise de conscience est de nature à favoriser l'adoption d'une position commune pour résoudre cet épineux dossier, qui constitue un danger potentiel pour la paix et la sécurité mondiales.